

Discours de M. Christophe CASTANER,
Président du groupe La République en Marche
dans le cadre du débat 50-1, suivi d'un vote, sur la situation sanitaire
Jeudi 1^{er} avril 2021

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les députés,

La situation sanitaire s'aggrave, à nouveau.

Le nombre de patients atteints de la COVID dans nos services de réanimation continue de croître.

Malgré toutes les mesures mises en place, le nombre de contaminations reste très élevé.

Et dans nos services de réanimation, les patients, souvent plus jeunes, souvent en meilleure santé, arrivent de plus en plus nombreux et, souvent, pour une longue durée.

Jour après jour, nos soignants se battent. Jour après jour, nous vaccinons plus. Mais jour après jour, la vague de l'épidémie continue de monter.

Depuis plus d'un an maintenant, le virus de la COVID-19 a changé nos vies.

Nous savons le poids qu'il fait peser sur nos soignants, je veux leur rendre hommage. Leur dire notre respect, notre reconnaissance, notre humilité, aussi, face à leur engagement.

Nous savons les efforts, aussi, que cette épidémie impose aux Français. Nous représentons chacun une parcelle de la République, et chacun sur les marchés, dans les échanges et les lettres qu'il reçoit mesure toute l'épuisement de nos compatriotes. Mesure leur courage et leur volonté de résister, jusqu'à la dernière seconde à ce virus.

Nous savons bien, alors, quelle est la complexité de la situation, quel est le besoin d'équilibre dans nos décisions.

Besoin d'équilibre entre la protection de notre santé à tous, de notre système de soin, ce qui est et demeure notre première et principale priorité.

Mais d'équilibre, aussi, avec le moral des Français, avec la préservation du quotidien de notre pays.

Vivre avec le virus, cela ne peut signifier mettre notre vie en parenthèses à chacune de ses secousses.

Vivre avec le virus, c'est apprendre sur lui et prendre, au bon moment, les décisions les mieux adaptées pour le dompter.

Nous affrontons ensemble la pire crise sanitaire depuis un siècle, peut-être la pire crise depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Chaque pays a réagi, pris des décisions, parfois hésité, parfois réussi, parfois s'est trompé. Nous les premiers.

Certains en sont à leur 4^e confinement, tandis que d'autres, qui avaient cru au confinement préventif, se retrouvent enfermés dans un confinement sans fin.

Loin de moi l'idée de les blâmer. Car si une chose est certaine aujourd'hui, c'est qu'il n'existe aucune solution miracle.

Alors, bien sûr, en disant ces mots, j'entends déjà les rugissements de ceux qui ont fait profession du commentaire de la crise, de tous ceux qui se sont hâtés de critiquer pour être bien certains de ne jamais proposer.

Que je les envie.

Que j'envie ceux qui pensent la politique sans la responsabilité. Leur âme doit bien légère lorsqu'il s'agit de dire tout et le lendemain, son contraire.

Que j'envie la clarté des visions rétrospectives, la finesse de tous les commentateurs du passé, rivalisant de pertinence dans leurs prédictions *a posteriori*.

Que je jalouse les héros d'opérette, spécialistes des plateaux télé, qui s'affirment détenteurs de la pierre philosophale anti-virus, en expliquant après coup tout ce qui aurait dû être fait.

Hélas, nous avons trop d'estime pour les Français pour céder à ces facilités.

Nous pensons que nos mots ont un sens et que nous ne pouvons pas dire blanc à la tribune et noir sur les plateaux.

Depuis le début de l'année, nous avons fait un choix, revendiqué : celui de freiner sans enfermer.

Nous nous sommes adaptés, sans cesse, aux impératifs sanitaires sans jamais perdre de vue leurs conséquences.

Depuis le 16 janvier dernier, un couvre-feu a été mis en place, puis des mesures de freinage, dans certaines villes.

Nous avons fait le choix de ne pas confiner sur des hypothèses, tout en prenant des décisions contraignantes.

Cette stratégie a permis de ralentir la diffusion du virus. Mais ne nous y trompons pas, ce n'était pas un pari. Nous ne parions pas sur la vie des Français. Nous ne parions pas sur l'avenir d'un pays. Nous agissons, nous assumons.

Nous savons la lassitude des Français, l'inquiétude des entrepreneurs, des commerçants, des salariés. Nous savons aussi le désespoir des personnes endeuillées, des proches de personnes hospitalisées. Nous connaissons la fatigue des soignants et des personnels mobilisés sans discontinuer. Qui pourrait nier la pression, le stress, l'inquiétude qui nous touche ? Saluons la patience, le civisme, l'engagement de tous ceux qui nous accompagnent au quotidien : citoyens, soignants, personnels des administrations déconcentrées, forces de l'ordre et tous les autres, ceux qui sont en première ou en deuxième ligne. Tous ceux qui nous permettent de « Tenir ensemble ».

C'est l'intelligence de tous, la responsabilité, la solidarité, la mobilisation de l'ensemble des acteurs de notre société qui nous permet de tenir. Nous traversons depuis plus d'un an une crise sanitaire et économique internationale, à laquelle nous résistons, ensemble, à laquelle nous opposons toute notre combativité, unis.

Il y a le temps du débat politique, il y a l'exigence, la critique de nos oppositions – et je sais qu'elles ne manqueront pas aujourd'hui –, c'est sain, c'est légitime aussi, mais battons-nous toujours dans une concorde républicaine pour être à la hauteur des responsabilités que nous ont confiées les Français. Agissons avec calme et raison – bien sûr, détermination et humanité – toujours.

Notre stratégie évolue et s'adapte, c'est bien là sa force. Chaque jour, chaque heure, le Gouvernement suit la situation, et adapte les dispositifs, en lien avec la communauté scientifique et les médecins. Chaque fois qu'une mesure doit être prise, elle l'est.

Elle l'est en tenant compte de tous les impératifs.

Il n'y a pas de cynisme, pas de jeu, pas de calcul. Il n'y a que la volonté de protéger les Français, de les protéger complètement.

*

Depuis un an, notre pays s'arme et combat.

Il y a un an, une loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et une loi de finance rectificative étaient votées en à peine 4 jours. Elles donnaient les moyens au Gouvernement et à ses représentants de prendre des mesures réglementaires fortes pour enrayer la propagation de la COVID-19 et nous dotaient d'un arsenal exceptionnel nous permettant de faire face à une situation économique, sociale et sanitaire dramatiquement impactée par l'épidémie.

Depuis, le Parlement a pu examiner une dizaine de textes de lois, de nombreuses ordonnances ont été prises. Je pourrais vous citer les lois instaurant l'état d'urgence sanitaire, le prorogeant, permettant d'y revenir, je pourrais vous citer les nombreuses lois de finances rectificatives, les ordonnances. Je pourrais vous citer les centaines d'heures de débats, d'auditions, en commission et en séance, l'information et la transmission sans délai des mesures prises au titre de l'EUS.

Car la crise que nous traversons appelle plus que jamais un contrôle exigeant de l'action de l'exécutif par le Parlement.

Et à bien des égards, le Gouvernement ne peut agir sans contrôle exigeant et vigilant du Parlement, parce que les mesures prises pour faire face à la situation que notre pays affronte ont un impact considérable sur nos concitoyens : elles ne sauraient relever de la seule volonté du pouvoir exécutif.

Et je crois que depuis un an l'Assemblée nationale a été au rendez-vous, tout comme d'ailleurs le Gouvernement dans ce nécessaire exercice de démocratie et de transparence.

J'entends les critiques faciles, les fanatiques des théories du complot, qui font croire que le Conseil de défense dirigerait la France dans le plus grand des secrets.

Une instance vieille de plusieurs décennies, qui permet aux ministres de demander l'avis de spécialistes serait donc devenue, du jour au lendemain, l'antichambre de l'autocratie.

Ahurissant. Si en pareille crise, aucun Conseil de défense ne s'était tenu, c'est bien là qu'aurait résidé le problème.

Mais la bonne foi importe peu à ceux qui refusent d'affronter la crise pour acculer un pouvoir qu'ils exècrent.

La haine et la lâcheté sont mauvaises conseillères quand des vies sont en jeu. Mais peu leur importe, depuis ce matin et à n'en pas douter dans les minutes qui viennent : des orateurs et des oratrices monteront ici, à la tribune, pour se plaindre qu'on ne débat jamais à cette même tribune.

Triste paradoxe de ceux qui préfèrent l'image au faire, la forme au fond, et déploient des trésors de mauvaise foi pour, surtout, éviter de parler du fond.

Des effets de tribune ou de plateaux télé sont le triste cache-misère de la vacuité de leurs propositions.

Mais ils ne méritent pas qu'on s'attarde sur eux, tant cette crise, a montré, au contraire, ce que notre pays comptait de meilleur.

Je pense à nos soignants, bien sûr.

A nos soignants qui se battent, méritent la reconnaissance de nos applaudissements comme celle de nos actes.

Le Ségur de la Santé, porté par le ministre de la Santé et des Solidarités Olivier VERAN, est un juste retour des choses. 19 milliards d'euros d'engagements concrets pour 15 000 recrutements à l'hôpital, des nouveaux matériels et une augmentation des salaires sans précédents ; on parle d'environ 200 euros par mois en plus pour une infirmière, par exemple.

Le Parlement ne pouvait passer à côté de cette remontée en puissance de notre système de soin, et je suis fier que nous soyons à l'origine d'une proposition de loi pour favoriser la mise en œuvre du Ségur de la Santé.

Je pense à tous les Français qui ont respecté les mesures, rivalisé de solidarité.

Je pense à nos élus, et en premier chef les élus locaux, qui ont retroussé leurs manches pour, aux côtés de l'État, accompagner nos concitoyens, faciliter la vaccination, être auprès des plus fragiles d'entre nous.

Je pense aux policiers, aux gendarmes, qui ont accepté sans rechigner cette nouvelle mission au service des Français.

Je pense aux sapeurs-pompiers, à tous les personnels de la sécurité civile, mobilisés comme jamais.

Je pense enfin à notre Etat, qui est bien souvent un bouc émissaire facile.

L'État s'est dressé de toute sa force, a soulevé des montagnes, lancé en quelques jours des dispositifs complexes comme le chômage partiel, et fait respecter du jour au lendemain des mesures fortes et nouvelles.

Je souhaite ici saluer l'action des préfets, qui ont été, et je suis l'un des premiers à le savoir, sur le pont jour et nuit. Ils ont agi sans cesse et se sont adaptés, sans compter, pour que l'État soit présent aux côtés de nos concitoyens et des élus.

1. Stratégie vaccinale

Il y a un an, face à la pénurie mondiale, l'urgence était de trouver et de produire des masques et du gel hydroalcoolique, pour combattre ce virus inconnu, d'adapter les protocoles sanitaires, de faire en sorte que les gestes barrières soient connus et respectés.

Avec les Français, nous avons gagné cette première bataille.

Nous n'en sommes plus là. L'urgence porte depuis le début de l'année sur le déploiement de notre stratégie vaccinale.

Le 27 décembre dernier, il y a trois mois, nous débutons une campagne vaccinale. Oui, nous avons été contraints par les limites de la production mondiale de vaccins et les retards des laboratoires. Oui, nous aurions sans doute aimé commencer plus vite, voir plus grand.

Mais oui, nous apprenons des erreurs et nous réagissons.

Aujourd'hui, de la pharmacie de quartier au stade le plus grand, tous sont mobilisés et l'on vaccine dans des centaines de lieux, partout en France.

Aujourd'hui, nous avons pris, avec l'Europe, les mesures qui s'imposaient et la production de vaccins sur notre continent s'accélère.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de vacciner près de 400 000 personnes par jour et nous allons continuer à monter en puissance.

Notre objectif de mi-avril est d'avoir vacciné 10 millions de Français. Nous le dépasserons.

Est-ce que cela suffit, pour autant ? Est-ce que cela va assez vite ? Bien sûr que non.

Mais n'oublions pas ce que nous avons accompli. Il a fallu sept jours en janvier pour que la France séquence le génome du virus, dix mois entre le premier patient connu et l'agrément du premier vaccin là, où il aurait fallu plusieurs années d'ordinaire.

Chaque vaccin est un pas de plus vers la liberté. D'ici quelques mois, la pandémie sera vaincue grâce à l'extraordinaire mobilisation scientifique, technique, technologique, industrielle, logistique, et humaine ; publique bien-sûr, mais aussi privée. Mais je m'en voudrais d'être provocateur, alors je n'évoquerai pas la dimension européenne et mondiale de cette mobilisation pour ne pas provoquer les nationalistes de tous crins. Notez que ce sont les mêmes, souvent, qui ont voulu semer le doute sur la réalité des vaccins, semer la graine complotiste d'une dangerosité prétendue.

Oui, la France a fait le choix de vacciner d'abord les plus fragiles, les plus âgés. Nous le revendiquons. Nous n'avons pas mené cette campagne de vaccination à l'aveugle. C'est en vaccinant ceux qui ont le plus de risque de contracter des formes graves ou qui sont les plus exposés que nous réduisons le plus, le risque de mortalité.

Nous avons vacciné près de 8,5 millions de Français.

Presque tous les résidents des EHPAD, où la vie reprend. 60% des plus de 75 ans et bientôt un quart des 65-74 ans.

Surtout, nous avons décidé de mettre les bouchées doubles.

Samedi dernier, la vaccination a été ouverte aux personnes de plus de 70 ans, partout sur le territoire, quel que soit leur état de santé.

Dans les prochains jours, de nouveaux centres de vaccinations seront ouverts partout en France.

Nous attendons l'arrivée massive de vaccins dans les semaines et les mois à venir. Rien que ce mois-ci, nous devrions recevoir plus de doses que depuis décembre.

Monsieur le Premier ministre, l'objectif de vaccination de 15 millions de personnes d'ici la fin du premier semestre que vous aviez fixé ici même sera largement dépassé.

En juin, grâce à la mobilisation des soignants, des pharmaciens, des pompiers, des militaires, et des élus, près de la moitié de la population française sera vaccinée.

A la fin de l'été, tous les adultes qui le souhaitent devraient avoir pu être vaccinés.

Nous sommes en bonne voie pour remplir nos objectifs.

La vaccination est la mère des batailles.

Elle est notre espoir. Notre espoir de retrouver une vie normale, de ne plus être contraints, de nous déplacer, de travailler.

Aujourd'hui, cet espoir a un calendrier, concret, atteignable.

2. Crise économique et sociale

Chers collègues,

Protéger, vacciner, c'est notre manière de prendre le virus en étau et de le jeter, d'ici quelques mois, enfin, aux oubliettes du passé. Mais d'ici-là, nous avons un autre combat à mener. Depuis un an, notre pays accompagne toutes celles et tous ceux qui subissent de plein fouet la crise économique et sociale. Le Parlement a accompagné ces mesures avec les quatre lois de finances rectificatives et la loi de finance pour 2021.

Il y a les jeunes, bien sûr. Les jeunes, pour qui le plan de 7 milliards d'euros, « 1 jeune, 1 solution », a été créé et qui ont bénéficié d'aides spécifiques telles que les repas au CROUS à 1 euro. Notre objectif : apporter un soutien ponctuel lorsque c'est nécessaire ; mais surtout les accompagner vers l'emploi, vers l'autonomie.

Il y a les plus démunis, aussi. Et je pense aux mesures de mises à l'abri qui ont été prises et ont d'ailleurs été saluées par la Cour des Comptes.

Il y a enfin tous ceux qui subissent de plein fouet les mesures de freinage du virus.

Sous la houlette du ministère du Travail et du ministère de l'Économie et des Finances, le dialogue social a été plus intense que jamais. Il a permis :

- De mettre en place et maintenir le mécanisme de chômage partiel ;
- D'accompagner la médiation pour le rééchelonnement des crédits bancaires ;
- D'aider au paiement des loyers ;
- De faire des remises d'impôts directs et de reporter les échéances de cotisations.

Nous avons mis en place des aides conséquentes, qui se sont adaptées aux demandes des entreprises :

- Le fonds de solidarité permet la compensation d'une part importante du chiffre d'affaires des entreprises, sans prendre en compte, bien sûr, les bénéfices du click and collect ;
- Une aide pour prendre en charge les coûts fixes a été créée ;
- Le prêt garanti par l'Etat, enfin, est un vrai soutien pour toutes les entreprises en difficulté et son remboursement peut être différé, car aucune entreprise ne doit être confrontée à un mur de dettes.

Je ne reviendrai pas en détail sur les dispositifs d'aide et de secours mis en place, mais je sais, pour avoir échangé dans mon territoire des Alpes-de-Haute-Provence avec de nombreux acteurs de l'économie, du tourisme, des gestionnaires de stations de skis ou de centres de thermalisme, des commerçants, à quel point l'accompagnement économique de l'État est précieux, indispensable.

Tous, nous souhaiterions que la vie sociale, culturelle, et économique, reprenne son cours. Mais tant que le virus sera là, l'accompagnement de l'Etat sera là également. Notre groupe y veillera.

3. Ecoles

Enfin, je pense à nos écoliers, nos collégiens, nos lycéens, nos étudiants, aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative. Nous avons fait le choix, contrairement à d'autres pays, de maintenir les écoles ouvertes le plus longtemps possible.

Car l'école est essentielle, fondamentale, primordiale, c'est le bras armé de l'égalité républicaine. C'est à l'école que les plus jeunes peuvent apprendre, se former pour l'avenir.

Notre obsession reste la même : éviter absolument les décrochages ; préserver cette égalité à laquelle nous tenons tant. En adaptant le calendrier scolaire, nous restons sur ce chemin d'équilibre.

*

Mes chers collègues,

Oui, nous devons faire face à de nouvelles mesures, mais nous ne sommes pas résignés. Il y a près d'un an et quelques jours aujourd'hui, après l'allocution du président de la République, après l'allocution du Premier ministre, je prenais la parole pour énoncer les mesures prises pour lutter contre la COVID-19. Ces mesures étaient exigeantes, contraignantes, éprouvantes. Nous ne savions pas jusqu'à quand cela allait durer, nous n'avions pas les perspectives qui auraient pu nous permettre de savoir quand cela allait s'arrêter, nous ne savions qu'une seule chose, qu'il fallait lutter, unis.

Aujourd'hui, notre chemin se dessine. Le président de la République hier et vous aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, avez fixé un cap clair.

Freiner plus, d'abord, avec des mesures nationales supplémentaires et une adaptation du calendrier scolaire, sans perdre un jour de classe.

Renforcer nos capacités de réanimation jusqu'à 10 000 lits, ensuite, en sonnant la mobilisation générale.

Vacciner. Vacciner sans cesse et sans répit, enfin. La vaccination sera ouverte aux plus de 60 ans dès la mi-avril, et aux plus de 50 ans dès la mi-mai. Je veux saluer, aussi, ici, la décision de prendre des mesures spécifiques pour la vaccination des professions les plus exposées.

Nous savons comment lutter contre le virus, et comment nous nous en sortirons.

Nous avons un horizon. Nous devons tenir, tenir pour pouvoir enfin nous retrouver.

*

Aujourd'hui, ne laissons pas le virus ouvrir un second front, celui de la fracture de notre pays. La France fait face parce qu'elle est unie. La France s'en sortira parce qu'elle fait bloc. Professionnels, amis, voisins, familles, des enfants jusqu'aux grands-parents, nous avons su montrer le visage uni de la France : exigeant, harassé, mais toujours mobilisé.

C'est ce qui fait notre force, c'est ce qui fait la France, c'est ce qui doit guider notre action d'élus, qui doit guider le Gouvernement.

Avec les députés du groupe La République En Marche, nous répondrons présents à l'heure de la responsabilité. Nous répondrons présents dans cette dernière ligne droite, à vos côtés monsieur le Premier ministre, et avec votre Gouvernement.

Je vous remercie.